

Gambie/Malgré le départ de Yahya Jammeh

Le nouveau président Barrow diffère son retour

AFP
Banjul/Gambie

Il réclame notamment des garanties de sécurité et la poursuite de l'opération militaire ouest-africaine.

LA Gambie attendait toujours hier l'annonce d'une date pour le retour de son nouveau président Adama Barrow, qui réclame des garanties de sécurité et la poursuite de l'opération militaire ouest-africaine, malgré le départ en exil de Yahya Jammeh, accusé d'avoir vidé les caisses de l'Etat.

M. Barrow, accueilli depuis le 15 janvier au Sénégal voisin à la demande de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao), qui craignait pour sa sécurité durant les derniers jours du mandat de Yahya Jammeh, a prêté serment le 19 janvier à l'ambassade de Gambie à Dakar, peu avant le déclenchement de l'opération.

Bien que Yahya Jammeh ait finalement quitté samedi le pays pour la Guinée-Equatoriale à la suite d'une ul-

time médiation des présidents mauritanien Mohamed Ould Abdel Aziz et guinéen Alpha Condé, le nouveau chef de l'Etat juge les conditions de sécurité encore insuffisantes pour rentrer, selon son conseiller Mai Fatty.

"La sécurité en Gambie est encore fragile", a souligné M. Fatty dimanche soir à Dakar.

"Nous attendons une déclaration publique des chefs des services de sécurité sur leur engagement de loyauté envers la République et la Constitution, ainsi que de leur allégeance au chef de l'Etat", a-t-il indiqué, citant l'ensemble de ces services, dont l'armée, la police, ou encore la très redoutée Agence nationale du renseignement (NIA).

Le chef de l'armée, le général Ousman Badjie, a affirmé hier avoir "prêté allégeance à M. Barrow" le jour de son investiture, date à laquelle il avait même été vu célébrant l'événement avec les partisans du nouveau président près de Banjul.

"Nous avons prêté allégeance à la télévision nationale", a-t-il ajouté, en référence à une déclaration la semaine dernière



Photo : AFP

Les soldats de la Cédéao accueillis en héros à Banjul. De la poursuite de cette opération militaire dépend le retour du nouveau président Adama Barrow.

du Conseil de sécurité nationale représenté par le général Badjie, ainsi que les chefs de la police, Yankuba Sonko, et des douanes, Momat Cham. "S'il faut danser pour M. Barrow, nous le ferons", a-t-il ironisé.

RETOUR DES REFUGIES. Dans une déclaration lue en son nom par M. Fatty, le président Barrow a souhaité que les forces de Cédéao "restent en Gambie jusqu'à ce que la situation générale sur le plan de la sécurité y ait été globalement rétablie".

Ces forces poursuivront leur action "conformément

au mandat qui s'exercera jusqu'à ce que le président Barrow prenne effectivement fonction et que les conditions de l'exercice effectif du pouvoir par le nouveau chef de l'Etat soient réunies", a assuré le commandant de l'opération, le général sénégalais François Ndiaye.

La Cédéao a néanmoins mis en garde contre une trop longue vacance du pouvoir, estimant au sujet du retour de M. Barrow que "le plus tôt sera le mieux car un pays doit avoir un président, un gouvernement".

La Gambie, petit pays anglophone totalement en-

clavé dans le Sénégal, à l'exception d'une étroite façade côtière prisee des touristes, traversait une crise depuis que Yahya Jammeh a annoncé le 9 décembre son refus de céder le pouvoir à Adama Barrow, vainqueur de l'élection du 1er décembre, dont il contestait les résultats. Le conseiller de M. Barrow a encouragé tous ses compatriotes ayant fui la crise politique, au moins 28 000 selon lui, à rentrer. Le flux en sens inverse, encouragé par la présence jugée rassurante des forces africaines bien accueillies par la population, avait déjà commencé au lendemain du départ de Yahya Jammeh.

M. Fatty a par ailleurs accusé l'ex-président Jammeh d'avoir vidé les caisses de l'Etat avant son départ.

"Au moment où nous prenons en main le gouvernement, la Gambie est en détresse financière", a dit le conseiller présidentiel.

"Les caisses sont pratiquement vides", après qu'"en l'espace de deux semaines 500 millions de dalasi (environ 7 milliards de francs) ont été retirés" par Yahya Jammeh, a-t-il affirmé.

L'Afrique en bref

• **Cameroun/Armée. Quatre militaires périssent dans un crash d'hélicoptère**

Quatre militaires camerounais, dont un général coordonnant une opération de lutte contre le groupe islamiste nigérian Boko Haram, ont été tués dimanche dans un crash d'hélicoptère.

• **Côte d'Ivoire/Grèves. Mouvements sociaux dans plusieurs villes**

Des mouvements sociaux ont eu lieu hier dans plusieurs villes de Côte d'Ivoire, notamment à Abidjan où des ex-militaires ont bloqué l'autoroute du Nord, dans le sillage de la grève des fonctionnaires qui paralyse lycées et collèges.

• **Egypte/Armée. Cinq soldats tués dans le Sinaï**

Cinq soldats égyptiens ont été tués dans la péninsule du Sinaï (est) dimanche par des "éléments fondamentalistes", a-t-on appris hier auprès de l'armée.

• **Mali/Conflit. Trois soldats tués entre Tombouctou et Gao**

Trois soldats maliens ont été tués dimanche et un a été grièvement blessé lorsque leur véhicule a sauté sur une mine entre les régions de Tombouctou et Gao, dans le nord du Mali, a-t-on appris à Bamako auprès de l'armée malienne.

Etats-Unis/Politique & Commerce

Libre-échange : Trump signe l'acte de retrait du TPP

AFP
Washington/Etats-Unis

LE président américain Donald Trump a signé hier dans le Bureau ovale un document mettant fin à la participation des Etats-Unis au traité de libre-échange transpacifique (TPP), âprement négocié pendant des années par l'administration Obama.

Ce traité, vu comme un contrepoids à l'influence grandissante de la Chine, a été signé en 2015 par 12 pays d'Asie-Pacifique représentant 40% de l'économie mondiale, mais n'est pas encore entré en vigueur.

"Nous en parlions depuis longtemps", a-t-il déclaré aux journalistes présents lors de la signature, jugeant que cette décision était "une bonne chose pour le travailleur américain".

Durant sa campagne, Donald Trump avait dénoncé un accord "terrible" et promis de s'en retirer au plus vite.

L'administration Obama le présentait au contraire comme le nec plus ultra de tous les traités de libre-échange, car cet accord va bien au-delà de la simple levée des barrières douanières.

Il prévoit aussi la levée de barrières non-tarifaires, comme l'ouverture des appels d'offres nationaux par



Photo : AFP

Durant la campagne, Donald Trump avait dénoncé un accord "terrible" et promis de s'en retirer au plus vite. C'est chose faite à présent qu'il est installé à la Maison Blanche.

les pays membres aux entreprises étrangères sans avantages indus pour leurs

propres entreprises publiques, ou encore le respect du droit du travail

selon les normes de l'Organisation internationale du travail (OIT).

De nombreuses ONG dénonçaient cependant les effets pervers d'un texte jugé opaque sur les droits des travailleurs, l'environnement, la perte de souveraineté ou encore l'accès aux médicaments.

Le Premier ministre japonais Shinzo Abe, grand défenseur de l'accord, avait reconnu fin 2016 que le TPP sans les Etats-Unis "n'aurait pas de sens".

Le traité a été signé par 12 pays : Australie, Brunei, Canada, Chili, Japon, Malaisie, Mexique, Nouvelle-Zélande, Pérou, Singapour, Etats-Unis et Vietnam.

A travers le monde

• **France/Justice. Prison ferme pour l'ancien ministre Guéant**



Photo : AFP

L'ancien ministre de l'Intérieur et ex-bras droit de Nicolas Sarkozy, Claude Guéant, a été condamné hier par la justice française en appel à deux ans d'emprisonnement dont un an ferme, dans un dossier de détournement de fonds.

• **Russie/Politique. L'opposant Navalny accuse**

L'opposant russe Alexeï Navalny a accusé hier les autorités d'entraver le financement de la campagne qu'il compte mener pour la présidentielle de 2018 en faisant pression sur un service de paiement servant à collecter des fonds.

• **Syrie/Conflit. Les rebelles menacent**

Les rebelles syriens ont promis de reprendre le combat contre l'armée de Bachar al-Assad en cas d'échec des négociations de paix qui ont débuté hier à Astana sous le patronage de la Russie, de la Turquie et de l'Iran.

RDCongo/Droits de l'homme

Une responsable de HRW de nouveau expulsée

AFP
Kinshasa/RDCongo

UNE responsable de l'organisation américaine Human Rights Watch (HRW) a été de nouveau expulsée de République démocratique du Congo quelques jours après avoir été autorisée à y revenir, a-t-on appris hier auprès de son organisation.

"Ida Sawyer, directrice pour l'Afrique centrale à Human Rights Watch, a été obligée de quitter la République démocratique du Congo le 20

janvier 2017", écrit HRW sur son site Internet.

"Les autorités chargées de l'immigration de la ville de Goma, dans l'est du pays, ont annulé son visa et l'ont escortée à la frontière", explique l'organisation de défense des droits de l'Homme.

De nationalité américaine, Mme Sawyer est arrivée en RDC "le 13 janvier avec un visa de trois mois à entrées multiples qu'elle avait obtenu le 5 janvier à l'ambassade congolaise de Bruxelles", explique l'ONG. Selon HRW, Mme Sawyer est basée dans la capitale

belge depuis août 2016, date à laquelle elle avait été expulsée de RDC - où elle vivait et travaillait depuis 2008 - à la suite de la révocation de son permis de travail par les autorités. Pour HRW, "le fait de délivrer à Ida Sawyer un visa un jour et de le révoquer 15 jours plus tard remet en question l'engagement du gouvernement congolais à inverser le climat de répression qui règne dans le pays". "Mme Ida Sawyer est toujours sur la liste des personnes indésirables en RDC. Son visa a été obtenu sur base de fausses informa-

tions", a déclaré à l'AFP le porte-parole du gouvernement congolais Lambert Mende.

Ida Sawyer "a interverti l'ordre de ses noms, a corrompu un diplomate à Bruxelles qui lui avait délivré le visa, elle a ensuite corrompu des agents d'immigration à la barrière de Goma", capitale de la province du Nord-Kivu, a-t-il accusé.

La RDC a "même été gentille avec elle parce que normalement on l'aurait présentée à un juge pour la faire condamner pour corruption et des fausses déclara-

tions", a encore dit M. Mende.

Dans un rapport publié en janvier, HRW note à propos de la RDC que "la violence politique et les mesures de répression du gouvernement se sont intensifiées en 2016" dans le pays, où le président Joseph Kabila, à qui la Constitution interdit de se représenter, s'est maintenu au pouvoir au-delà du 20 décembre, terme de son mandat, "malgré une opposition généralisée et une condamnation internationale".